



# BUNDESPRÄSIDENTIALAMT

Le discours on-line:  
[www.bundespraesident.de](http://www.bundespraesident.de)

page 1 sur 6

**Président fédéral Joachim Gauck  
après sa prestation de serment au Bundestag allemand  
le 23 mars 2012  
à Berlin**

Monsieur le Président du Bundestag ! Mesdames et Messieurs !  
Chères concitoyennes, chers concitoyens de l'Allemagne et de l'étranger ! À vous tout d'abord, Monsieur le Président, je tiens à dire un grand merci pour avoir dirigé cette séance de façon inimitable et donné à notre pays l'exemple éclatant que la politique peut faire plaisir.

Monsieur le Président du Bundesrat, vous avez su choisir les mots qui ont trouvé en moi, et sûrement aussi en M. le Président fédéral Christian Wulff, un écho profond et durable. Je vous en remercie.

Chères concitoyennes, chers concitoyens, à quoi pourrait-il ressembler, ce pays dont nos enfants et petits-enfants devraient pouvoir dire un jour « notre pays » ? La tendance à l'isolement se poursuit-elle dans ce pays ? L'écart se creuse-t-il entre les pauvres et les riches ? La mondialisation est-elle sur le point de nous engloutir ? Ceux qui se retrouvent en marge de la société se feront-ils l'effet de perdants ? Les minorités ethniques ou religieuses, prisonnières d'un isolement voulu ou subi, engendrent-elles des contre-cultures ? L'idée européenne perdure-t-elle ? Une nouvelle guerre se profile-t-elle au Proche-Orient ? Un fanatisme criminel en Allemagne et dans d'autres parties du monde peut-il continuer de menacer, d'intimider et d'assassiner des citoyens pacifiques ?

Chaque jour, chaque rencontre avec les médias est source d'une multitude de nouvelles craintes et préoccupations. D'aucuns imaginent alors des moyens de prendre la fuite, se méfient de l'avenir et redoutent le présent. Beaucoup se demandent : « Que vaut cette vie et que vaut cette liberté ? Alors, le thème de ma vie – la liberté – n'est pas pour eux une prophétie ou une promesse, mais uniquement une incertitude. Je comprends cette réaction, mais je ne veux pas l'encourager. Les craintes, comme je l'ai appris au cours d'une longue

ADRESSE	Bundespräsidialamt 11010 Berlin
TEL / FAX	030 2000-2021/-1926
E-MAIL	presse@bpra.bund.de
INTERNET	www.bundespraesident.de

vie, diminuent parfois si radicalement notre courage et notre confiance en nous que nous pouvons complètement perdre les deux et ne plus considérer au final la lâcheté que comme une vertu, et la fuite comme une attitude légitime dans l'espace politique.

Comme je ne veux pas de cela, je me servirai de ma mémoire comme d'une force et d'une source d'énergie pour nous apprendre et nous motiver, vous et moi. Je souhaite donc que nous conservions également le souvenir vivant de ce que nous sommes parvenus à faire dans notre pays, après tous les crimes de la dictature national-socialiste et après les horreurs de la guerre. Dans l'ouest de l'Allemagne, cet acquis a tout d'abord porté le nom de « miracle économique ». L'Allemagne s'est relevée. Les déplacés, et même ceux qui avaient tout perdu sous les bombardements, ont obtenu de quoi se loger. Après des années de sacrifices, le citoyen moyen a pris part à une prospérité croissante, qui n'était, bien entendu, pas la même pour tous.

Les voitures, les frigidaires et le nouvel éclat d'une prospérité nouvelle ne sont pourtant pas, à mes yeux, ce qui fait le caractère miraculeux de cette décennie-là. Mon pays est pour moi avant tout le pays du « miracle démocratique ». Contrairement à ce que redoutaient les Alliés au lendemain de la guerre, le revanchisme n'a jamais pu devenir majoritaire dans l'Allemagne d'après-guerre. Les idées du national-socialisme ont certes continué d'agir, mais elles n'ont pas débouché sur une force véritablement active. Au lieu de cela, un ordre démocratique stable est né. L'Allemagne de l'Ouest est devenue une partie du monde occidental libre.

L'étude de notre histoire à l'époque reste néanmoins déficitaire. Le refoulement de notre faute, le manque d'empathie avec les victimes du régime nazi marquaient de leur empreinte l'esprit de cette époque. C'est la génération 68 qui a apporté un changement durable. La génération de nos parents ayant péché par outrecuidance, assassiné et fait la guerre à nos voisins, à l'intérieur comme à l'extérieur, ma génération faisait face au trou noir de l'histoire allemande. Le mérite de cette génération 68 était et est toujours de pouvoir porter un regard nouveau, différent et plus profond sur notre histoire, bénédiction âprement acquise. En dépit de toutes les fausses pistes suivies en liaison avec la rébellion des soixante-huitards, ceux-ci ont fait entrer la faute historique dans la conscience collective.

Ce travail de mémoire fondé sur des faits et axé sur des valeurs n'a pas seulement constitué pour nous, en Allemagne orientale, une ligne de conduite après 1989. Il sert d'exemple à de nombreuses sociétés qui se sont délivrées de leur joug totalitaire ou despotique et qui ne savent pas comment gérer le fardeau du passé.

Le « oui » déterminé des Allemands de l'Ouest à l'Europe est un autre bien précieux de l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre, un

élément de mémoire qui devrait rester important pour nous. Konrad Adenauer, le chancelier de ce pays qui venait juste d'être empreint de nationalisme et que ce même nationalisme avait ruiné, est devenu l'un des pères fondateurs d'une intégration européenne tournée vers l'avenir. Nous le notons avec gratitude et avec joie !

Puis vient, en 1989, le prochain trésor dans notre mémoire. Cette fois, les Allemands de l'Est ont été capables de mener une révolution pacifique, une révolution pacifique pour la liberté. Nous sommes devenus le peuple, nous sommes devenus un peuple. Et n'oublions jamais qu'avant la chute du Mur tous ces citoyens ont dû se responsabiliser. Ce n'est que quand la population se lève et dit : « Nous sommes le peuple » qu'elle peut dire aussi : « Nous sommes un peuple » et que les murs tombent.

Cette époque a également vu prendre fin, sans aucune effusion de sang, l'antagonisme Est-Ouest hérité de l'ère de la guerre froide et qui durait depuis des décennies. La menace de guerre qui en résultait fut vaincue et supprimée.

Si je dis cela, c'est parce que je ne voudrais pas me contenter de parler des mauvais côtés, de la faute et de l'échec. Il ne faut pas non plus oublier cette partie de notre histoire qui concerne la refondation d'une culture politique de la liberté, la responsabilité vécue, la capacité de paix et la solidarité de notre peuple. Ce n'est pas un changement de paradigme dans la culture de la mémoire. C'est un complément de paradigme qui doit nous faire accepter – ce qui, à plusieurs reprises, a réussi dans le passé – tous les défis du temps présent, et nous aider à les résoudre de notre mieux, même si le résultat n'est pas tout de suite idéal ; voilà pour nous également un fort encouragement à l'avenir.

Alors, à quoi ressemblera-t-il, ce pays dont nos enfants et petits-enfants pourront dire un jour « notre pays » ? Cela devra être « notre pays » car « notre pays » intègre l'équité sociale, la participation et les chances de progression sociale. Pour y parvenir, ce n'est pas une politique d'assistance de type paternaliste qu'il nous faut, mais un État social veillant à la prévoyance et à la responsabilisation. Nous ne devons pas tolérer que des enfants ne puissent pas déployer leurs talents parce qu'il n'existe pas d'égalité des chances. Nous ne devons pas tolérer que des hommes et des femmes aient l'impression que cela ne vaut plus la peine pour eux de s'investir et qu'ils sont exclus de la progression sociale, même s'ils font tous les efforts possibles. Nous ne devons pas tolérer que des citoyens aient l'impression de ne pas faire partie de notre société parce qu'ils sont pauvres ou vieux ou handicapés.

La liberté est une condition nécessaire à l'équité. Car ce que signifie l'équité, également l'équité sociale, et ce que nous devons faire pour nous en rapprocher ne peut être prescrit sur décision

paternaliste ; ce ne peut être que le fruit de discussions et de débats démocratiques intenses. Inversement, l'effort d'équité est indispensable pour sauvegarder la liberté. Si ceux qui ont l'impression que leur pays néglige son attachement proclamé à un système de société juste sont de plus en plus nombreux, la confiance dans la démocratie s'amointrit. « Notre pays » doit donc être un pays qui réunit les deux : la liberté comme condition de l'équité, et l'équité comme condition préalable à la liberté et à l'épanouissement personnel.

Tous ceux qui vivent dans « notre pays » doivent s'y sentir chez eux. Nous vivons aujourd'hui dans un pays dans lequel, à la tradition chrétienne et celle de langue allemande qui vont de soi, sont venues s'ajouter des religions comme l'islam, ainsi que d'autres langues, d'autres traditions et d'autres cultures ; dans un pays qui se définit de moins en moins par l'appartenance de ses citoyens à une nation, mais par leur appartenance à une communauté de valeurs politiques et éthiques, un pays dans lequel la communauté de destin formée sur une longue période n'est pas la seule à déterminer la collectivité, mais où, de plus en plus, les individus les plus divers aspirent à un bien commun : ce pays, notre pays en Europe.

Ce bien commun, nous le trouvons dans ce pays, notre pays en Europe, en manifestant la volonté de vivre ensemble dans la liberté, la paix et la solidarité.

Cependant, nous aurions tort de fermer les yeux sur les problèmes réels, que ce soit par ignorance ou par fausse rectitude. C'est ce que le président fédéral Johannes Rau faisait déjà remarquer en termes impressionnants et clairs il y a douze ans dans son discours de Berlin. En ce qui concerne la vie en commun, nous ne devons pas laisser justement les peurs, les ressentiments et les projections négatives nous guider. Durant son mandat, le président fédéral Christian Wulff a donné des impulsions durables dans le sens d'une société accueillante et ouverte. Monsieur Wulff, croyez bien que cet objectif, votre objectif, me tiendra toujours à cœur à moi aussi.

Notre Constitution, Mesdames, Messieurs, accorde à tous la même dignité, quelle que soit leur origine, leur religion ou leur langue. Cette dignité n'est pas accordée en récompense d'une intégration réussie et elle n'est pas non plus refusée pour sanctionner un refus d'intégration. Notre Constitution, tout comme notre condition humaine, nous enjoint de voir en l'autre un frère, le miroir de nous-mêmes : quelqu'un de talentueux ayant droit au partage au même titre que nous.

Le philosophe Hans-Georg Gadamer considérait qu'après les secousses de l'histoire, nous attendait, nous en Europe tout spécialement, une « véritable école » de vie commune dans un espace extrêmement restreint. « Vivre avec l'autre, vivre comme l'autre de

l'autre. » C'est en cela que résidait pour lui la mission éthique et politique de l'Europe. Il s'agit maintenant de préserver ce « oui » à l'Europe. En temps de crise précisément, la tentation de se réfugier au niveau de l'État-nation est très forte. Mais sans le souffle de vie qu'est la solidarité, façonner la vie commune en Europe n'est pas possible.

C'est pourquoi nous devons nous dire, justement en période de crise, que nous voulons oser plus d'Europe.

Pour la majorité des Allemands, l'idée d'Europe a de nouveau ou toujours un avenir. Je m'en réjouis.

L'Europe pour ma génération, c'était la terre promise, une promesse fondée sur les traditions occidentales, le legs antique d'un système juridique commun, l'héritage chrétien et juif. Pour mes petits-enfants, l'Europe est depuis longtemps une réalité quotidienne, avec la liberté de traverser les frontières, les possibilités et les préoccupations d'une société ouverte. Cette réalité vécue est un gain merveilleux, et pas seulement pour mes petits-enfants.

À quoi peut-il encore ressembler, ce pays que nos enfants et petits-enfants appelleront « notre pays » ? La démocratie représentative est le seul système approprié pour équilibrer les intérêts de groupe et ceux de la collectivité. Ce n'est pas le cas uniquement en Allemagne, il en est de même en Europe et en dehors de ses frontières.

Ce qui fait la particularité de ce système, ce n'est pas sa perfection, mais le fait qu'il soit capable d'apprendre.

Outre les partis politiques et autres institutions démocratiques, notre démocratie s'appuie sur un deuxième pilier : la société civile active. Avec leur engagement, mais aussi leur contestation, les initiatives citoyennes, les mouvements ad hoc ainsi que certaines parties de la communauté du réseau numérique viennent compléter la démocratie parlementaire et compenser ses lacunes. De plus, à la différence de la démocratie de Weimar, notre pays dispose d'assez de démocrates pour faire obstacle à l'idéologie destructrice des fanatiques, des terroristes et des meurtriers. Malgré différents motifs politiques ou religieux, ils témoignent tous : nous ne nous laisserons pas priver de notre démocratie, nous tenons à ce pays.

Nous y tenons non pas parce qu'il est parfait, mais parce que nous n'en avons jamais vu de meilleur.

Aux extrémistes de droite tout spécialement qui méprisent la démocratie, nous disons haut et clair : au contraire, votre haine nous motive. Nous n'abandonnerons pas notre pays.

Nous ne vous faisons pas non plus cadeau de notre peur. Vous êtes voués à disparaître, mais notre démocratie, elle, continuera à vivre.

Les extrémistes d'autres camps ressentiront de la même façon notre détermination. Et nous nous dresserons aussi contre ceux qui, sous les habits de la religion, amènent le fanatisme et la terreur dans notre pays et cultivent une idéologie qui date d'avant les Lumières. Nous leur disons ceci : les peuples avancent vers la liberté. Vous parviendrez peut-être à entraver la marche du train, mais vous ne pourrez pas le stopper définitivement.

J'ai peur toutefois de la distance que manifestent nombre de citoyens à l'égard des institutions démocratiques : la faible participation électorale, y compris le dédain, voire le mépris, de l'engagement politique, de la politique et des politiques. Souvent, nous entendons dire dans notre sphère privée : « Qu'est-ce que tu dis, tu vas à une réunion d'une cellule locale? » « Ne me dis pas que tu milites dans un syndicat ! » Certains ne trouvent pas ça « cool ». Parfois je me demande où en serait notre société sans ce genre d'activités.

Cette distance entre gouvernants et gouvernés ne profite à personne. C'est pourquoi je vous demande à tous, gouvernants et gouvernés, de ne pas vous accommoder de cette distance croissante.

Pour les acteurs politiques, cela veut dire : parlez ouvertement et avec transparence, et vous pourrez regagner la confiance perdue.

Des gouvernés, nos citoyens, nous exigeons qu'ils ne soient pas que des consommateurs. Vous êtes des citoyens, vous pouvez donc façonner la société, apporter votre contribution à sa structure. Qui a le pouvoir de participer et y renonce sans nécessité aucune, renonce à l'une des plus belles et plus grandes possibilités de notre existence : vivre la responsabilité.

Pour finir, je me permets de vous demander à tous de m'offrir votre confiance. Je vous demande de me faire confiance à moi en dernier lieu. Mais avant, je vous demande d'avoir confiance en ceux qui portent des responsabilités dans notre pays, tout comme je leur demande à eux de faire confiance à tous les habitants de ce pays réunifié et devenu adulte. Et encore avant, je vous demande à tous de recommencer sans cesse avec courage à vous faire confiance à vous-mêmes. Comme le disait Gandhi, seul un homme qui a confiance en lui peut progresser et réussir. Selon lui, cela vaut pour un homme comme pour un pays.

Léguerons-nous de l'argent ou des biens aux enfants et petits-enfants de ce pays ? Nous n'en savons rien. En revanche, le fait qu'il soit possible de ne pas se laisser dominer par ses peurs, et de choisir le courage est quelque chose dont nous n'avons pas seulement rêvé, mais que nous avons aussi vécu et démontré. Grâce à Dieu et aux hommes, cet héritage les attend.